

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



samedi 14 décembre 2013

Réformes économiques : bonnes pour les Chinois ou pour l'Occident ? (Dewereldmorgen.be)

Marc VANDEPITTE

Du 9 au 12 novembre 2013, les dirigeants chinois se réunissaient à l'occasion du troisième Plénum, session plénière du Parti Communiste chinois. Les attentes étaient importantes. Mais qu'en est-il ressorti ? La Chine va-t-elle s'engager encore plus avant dans l'économie de marché ? Le fossé entre paysans et citoyens va-t-il se combler ?

Il y a une dizaine de jours, les hauts dirigeants du Parti Communiste chinois se réunissaient pour faire le point sur l'état du pays. Il s'agissait du troisième Plénum du Comité Central du Parti Communiste chinois. Le troisième Plénum est traditionnellement important car c'est là que sont établies les visions à long terme pour l'économie. En 1978, le troisième plénum fut le tremplin des réformes radicales qui ont eu lieu sous Deng Xiaoping. Le troisième plénum de 1993 consacra « l'économie de marché socialiste » et ouvrit la porte à une importante deuxième vague de réformes, qui allaient, entre autres, mener à l'adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce.

Des agendas différents

Les attentes étaient particulièrement élevées, particulièrement du côté des commentateurs occidentaux. La Chine domine en ce moment la croissance économique mondiale de la tête et des épaules. Ces cinq dernières années, elle s'attribuait 50% de la croissance mondiale. Cela compte. Mais pour tirer profit au mieux de ce marché prometteur, l'économie chinoise doit s'ouvrir. Ce qui veut dire moins d'État et plus de marché.

La liste des souhaits occidentaux est connue : privatiser autant d'entreprises publiques que possible, mettre un terme aux avantages pour les entreprises publiques existantes, moins de restrictions pour les investissements étrangers, libéraliser les taux d'intérêt et de change, rendre le yuan librement échangeable, se débarrasser du système hukou (voir plus bas). Il n'est dès lors pas étonnant que les commentateurs occidentaux aient projeté leurs souhaits à l'avance sur ce plénum.

Pour les Chinois aussi, des réformes sont plus que nécessaires, mais pour d'autres raisons. Ces vingt dernières années, le modèle économique chinois était basé sur la production pour l'exportation, sur une croissance extensive (étendre la production en augmentant le nombre d'ouvriers), sur des investissements importants et une faible consommation. Ce modèle a particulièrement bien fonctionné. Depuis 1990, le PIB a été multiplié par huit.

Vers des réformes en profondeur ?

Tout le monde attendait donc le communiqué final. Les observateurs avertis de la Chine savent qu'il ne faut pas attendre de ce type de document des décisions ou des changements d'orientation radicaux. Traditionnellement, ces documents sont vagues et traduisent les priorités de l'élite politique, et il revient aux décideurs intermédiaires de traduire concrètement ces lignes de conduite générales.

De surcroît, le communiqué en question envoie des signaux contradictoires, et l'on peut donc l'interpréter comme on veut. Le texte suggère néanmoins que des changements importants sont en vue. Notamment, l'instauration de deux comités sous l'autorité directe du parti.

Le premier doit superviser la mise en œuvre des réformes économiques. Le second gardera à l'œil la sécurité nationale du pays, quelque peu à l'instar du Conseil de sécurité nationale étasunien. Ces comités donneront indéniablement plus de pouvoir au président Xi Jinping et laissent entrevoir des réformes plus radicales que celles de la dernière décennie.

Le communiqué de clôture contient des recommandations concernant de nombreux domaines, trop nombreux pour les citer tous. Deux questions sautent à l'esprit : le rapport marché/intervention étatique et le système hukou. Nous nous attardons ici sur ces deux points.

1. Marché contre État

Le document plaide pour étendre le rôle du marché. Il est désormais qualifié de « décisif » alors qu'autrefois on lui attribuait un « rôle de base ». Le communiqué pose qu'il « faut tendre vers la résolution des obstacles au marché ». Il faut avancer plus rapidement sur la voie de « la construction d'un système de marché moderne, où les entreprises peuvent faire des affaires de manière autonome, dans une juste concurrence, avec un libre choix du consommateur, une consommation autonome et un échange libre des biens de consommation et de production ».

Cela ressemble à un important changement d'orientation. Mais en même temps, le texte souligne que l'économie d'État doit être renforcée : « Nous devons fermement consolider et développer les entreprises publiques. Nous devons persévérer en ce qui concerne le rôle dominant du système de propriété publique et donner plus d'espace au rôle de leader des entreprises publiques. Nous devons sans cesse renforcer leur vitalité, leur contrôle et leur influence. »

Le contrôle macro-économique doit également être accentué. « Nous devons compléter le système de management macro-économique, appliquer totalement et correctement les fonctions de l'administration, optimiser l'organisation et les structures du gouvernement, rehausser le management scientifique. »

Enfin, il n'est pas question de réduction de l'influence et du rôle du parti. Au contraire, l'intention est « d'améliorer le renforcement du parti, renforcer la centralisation démocratique et perfectionner le leadership du parti ».

Alors qu'en est-il ? Plus de marché ou plus d'État, plus d'espace pour l'économie au détriment du politique ou le contraire ? Le communiqué final pose plus de questions qu'il n'apporte de réponses. Comment faire rimer « plus de marché » avec « un partage plus équitable des fruits du développement économique » ou avec le développement des provinces plus pauvres de l'intérieur du pays ? Comment accorder cela avec « la stimulation de l'harmonie sociale et la stabilité » ?

Poser les bonnes questions

Toute la question est de savoir si la question État ou marché est la bonne question. État et marché sont-ils en contradiction ou les lignes de démarcation – du moins en Chine – sont-elles plus compliquées ?

La planification est habituellement associée au socialisme et le marché au capitalisme. Mais c'est un malentendu. Les plus importantes entreprises capitalistes, donc celles qui ont le plus de succès, sont des économies strictement planifiées, dont les plus grandes dépassent les dimensions de pays riches comme la Finlande ou le Danemark. Inversement, le marché n'est pas comme le capitalisme. Le marché existait depuis des siècles lorsque le capitalisme a vu le jour.

Le capitalisme s'est totalement emparé du marché et l'a refaçonné. Il est devenu un marché capitaliste, axé sur la maximalisation des profits des entreprises privées, dont l'envergure a crû démesurément au fil du temps. Ce marché n'est absolument pas libre, les rapports de force sont trop inéquitables pour ça, et les règles du jeu sont décidées à la carte, à savoir en fonction du plus fort. Les pays du Nord, par exemple, protègent leurs marchés agricoles, ce que ne peuvent pas se permettre les pays du Sud. Les grandes multinationales contournent le fonctionnement du marché via des investissements ou des marchés publics massifs (industrie militaire), en ne payant pas ou peu d'impôts, etc.

Le marché, au service de qui ?

En Chine, on laisse également jouer le marché, mais en fonction des objectifs de développement propres et dans un cadre politique strict. Le marché est soutenu ou liquidé selon ce qui est favorable à la Chine. Le principe de la concurrence est mis en œuvre – même entre les entreprises d'État – pour améliorer l'efficacité et séparer le bon grain de l'ivraie. Mais cette concurrence est abolie tout aussi facilement lorsqu'elle n'est plus nécessaire ou utile, ou lorsque les objectifs sociaux ou politiques l'exigent.

Par exemple, le monopole de l'industrie aéronautique, qui n'était pas rentable, a été abandonné en 1999. Dix ans plus tard, une fois que le secteur était à nouveau rentable, le monopole a été rétabli. Un autre exemple est le prix du pétrole. Pour des considérations sociales et économiques, le prix du pétrole est bien en-dessous de celui du marché mondial. Cela est possible parce que le secteur, comme d'autres secteurs stratégiques, est aux mains des autorités. Globalement, la mainmise des autorités sur l'économie s'est renforcée ces dix dernières années.

En Chine, le marché est au service des autorités et non le contraire, comme dans le système capitaliste. Le pays peut se le permettre pour deux raisons. D'abord, l'échelle. L'économie chinoise est suffisamment grande et intéressante pour pouvoir poser ses exigences aux multinationales étrangères qui veulent y investir : transfert de technologie, traitement des

matériaux chinois, quota minimal de managers chinois, etc. Et cela fonctionne très bien, au grand déplaisir des PDG de ces multinationales.

La deuxième condition est l'hégémonie du Parti Communiste chinois. Via une série de mécanismes visibles et moins visibles, le Parti garde une mainmise importante sur l'économie chinoise. La nouvelle classe naissante de capitalistes a un poids économique, mais faible ou quasi nul, politiquement. Une partie d'entre elle a été éduquée dans les rangs du PC, mais ils ne représentent qu'une toute petite partie des 80 millions de communistes. Aussi longtemps que leur influence restera marginale, les intérêts économiques du pays resteront soumis aux priorités sociales et politiques et la Chine pourra continuer à tenir le cap en direction du socialisme.

Corruption

C'est à la lumière de tout cela qu'il faut analyser le combat contre la corruption. La combinaison d'une accumulation rapide du capital et de l'inadaptation des institutions constitue le terreau idéal pour toutes sortes de pratiques de corruptions et d'arrangements pourris.

En pratique, la corruption englobe tous les cas de privatisation des intérêts économiques (enrichissement personnel) en opposition aux objectifs et priorités politiques. En d'autres termes, la corruption mine le contrôle politique sur l'économie. Si l'on n'y met pas un frein, le parti communiste sera tôt ou tard dépassé par cette classe capitaliste. Elle mettra alors en œuvre sans aucun doute une 'perestroïka aux caractéristiques chinoises'. [1]

En ce sens, le combat contre la corruption est une question de vie ou de mort. Les autorités actuelles l'ont compris depuis bien longtemps. Depuis le début de la présidence de Xi Jinping, celui-ci a lancé une campagne à grande échelle contre ce fléau. Jusqu'aux plus hauts échelons, des membres du parti ont été exclus. L'avenir prouvera si ces campagnes vont assez loin.

Perspective historique

Le communiqué final rappelle la perspective historique nécessaire pour considérer le rapport entre marché et État. La Chine est toujours un pays en voie de développement, ce qui signifie que « le développement est encore crucial pour résoudre tous les problèmes de notre pays ». C'est la raison pour laquelle le pays « se trouve encore pour longtemps dans la phase de préparation du socialisme ». C'est pourquoi « le progrès économique doit être central » et « les rapports de production doivent être adaptés aux moyens de production ».

En langage clair : durant cette longue phase de préparation du socialisme, la Chine ne peut pas aller plus vite que la musique. Durant cette phase, il est utile et nécessaire d'intégrer les effets dynamisants des forces du marché au développement économique du pays. Il s'agit d'une importante leçon tirée de la débâcle du Grand Bond en avant (1958 – 1961) et de la Révolution Culturelle (1966 – 1976). C'est pourquoi, selon le communiqué final, « l'élément central de la situation est un traitement correct de la relation entre autorités et marché, pour s'assurer que le marché joue un rôle décisif dans l'allocation des moyens et assure plus de place au rôle du gouvernement. »

Ce n'est donc pas État *ou* marché, mais État *et* marché. Ou, comme ils le disent eux-mêmes, « du socialisme aux caractéristiques chinoises ».

Au rythme chinois

Après les longues errances précitées, le lecteur se demandera probablement ce qui va changer en pratique dans ce domaine et si cela va changer peu ou beaucoup. Comme expliqué, il existe une grande défiance envers le passage d'une croissance expansive, basée sur l'exportation et les investissements, vers une croissance intensive, basée sur la consommation interne. Nous ne pouvons certainement pas déduire du communiqué que cela signifie un changement radical du rapport entre marché et État. Si des changements auront lieu - et il y en aura certainement - ceux-ci seront en tout cas graduels, effectués avec précaution et au rythme des événements chinois. Et non au rythme de l'Occident.

2. Hukou

En Chine, soit vous êtes né (et donc inscrit à l'état civil) en tant que 'campagnard' soit en tant que 'citadin'. Quel que soit le métier que vous exercez. Un adulte campagnard se voit attribuer une terre et a droit à la Sécurité sociale, aux soins de santé et à l'enseignement pour ses enfants, mais uniquement à l'endroit où il est inscrit. S'il déménage vers un autre lieu de résidence, il perd son terrain et ses avantages sociaux.

Éviter l'exode rural

Ce système hukou a été instauré à la fin des années 50 pour éviter un exode rural comme celui

qui avait lieu partout dans le Tiers-Monde. On parle actuellement de 900 millions de paysans chinois, plus que toute la population d'Afrique noire. Le système hukou est controversé, mais a porté ses fruits. Des villes comme Manille, Bombay, Lagos, Buenos Aires... comptent des millions et des millions d'habitants compactés les uns sur les autres dans des conditions inhumaines. Il n'est pas question de tels bidonvilles en Chine. À ce propos, le Financial Times dit ceci :

« La Chine a su éviter la formation de taudis, qui forment une cicatrice dans tant de villes de pays en voie de développement, grâce à un système strict d'autorisation de résidence connu sous le nom de hukou. Celui-ci rend difficile de déménager de manière permanente de la campagne à la ville. »

Cela paraît bien, mais le désavantage est que les 'migrants internes', comme on les appelle, bénéficient de bien moins d'avantages sociaux sur leur lieu de travail que leurs collègues qui y vivent en permanence. Ils ne peuvent y acheter de maisons ou de voitures, n'ont pas droit aux soins de santé et ne peuvent y envoyer leurs enfants à l'école. Bien qu'ils gagnent mieux leur vie que s'ils étaient restés 'chez eux', leur salaire est bien moins élevé que celui de leurs collègues citadins. Idem pour les conditions de travail. L'insécurité professionnelle est souvent grande et dans bien des cas il est carrément question de discrimination.

À l'origine, cela ne concernait que les travailleurs saisonniers, principalement célibataires, qui allaient travailler quelques années en ville avant de retourner chez eux. Mais au fil du temps, une bonne partie d'entre eux est restée sur place de manière permanente. Alors, le nombre de migrants internes a crû jusqu'à former un énorme groupe de 260 millions de personnes. Ce qui constitue un cinquième de la population totale, 30% de la population rurale et 40% de tous les Chinois qui vivent en ville. Le système a fait ses preuves, mais est actuellement en révision. Car le coût social est trop élevé et empêche le passage vers un autre modèle économique.

Un système en voie de réforme

Le fait que 40% des habitants des villes disposent de moins de droits et soient souvent traités comme des citoyens de seconde zone mène tôt ou tard à de sérieuses tensions et n'est en tout cas pas tenable à terme. Mais il y a plus : le gouvernement chinois estime que 48 millions d'enfants sont laissés à la campagne, parce que l'un des ou les deux parents travaillent en ville. Cela représente un quart des enfants des campagnes. Ce qui est d'autant moins harmonieux pour le « *développement harmonieux* » vers lequel le gouvernement veut s'engager.

Pour un modèle économique qui veut se diriger vers plus de consommation intérieure, le système hukou, dans sa forme actuelle, est un frein. À cause cette insécurité, les migrants internes économisent moins que les citadins disposant d'un hukou urbain. Les paysans ne peuvent vendre leur terre parce qu'ils n'en sont pas propriétaires. Ils n'en tirent que l'usufruit. S'ils pouvaient vendre leur terre, cela donnerait un coup de fouet énorme à l'économie. En plus, des dizaines de millions de paysans ont été expropriés par le gouvernement dans le passé et donc trop peu dédommagés financièrement. À l'heure actuelle, un campagnard gagne trois fois moins sa vie qu'un citadin.

Un assouplissement du système devient urgent et il en est d'ailleurs question dans le communiqué final : « *Nous devons (...) reconnaître plus de droits de propriété aux campagnards, viser un équilibre égal entre les moyens de productions urbains et agricoles, viser un partage équilibré des moyens des autorités locales, et un système plus efficace pour le développement des villes.* »

Pas de changement radical

Mais en cette matière-ci non plus, il ne faut pas attendre de changement radical. Un abandon du système hukou provoquerait un afflux accéléré vers les villes et donc un exode rural jamais vu aux conséquences catastrophiques. Il ne faut pas oublier qu'il s'agit ici d'une population plus importante que l'ensemble de la population européenne.

Il faut s'attendre à un abandon progressif du système. Le Premier ministre Li Keqiang déclare :

« Ceci est un processus complexe de changement économique et social, qui exige une approche politique nouvelle, axée sur le développement équilibré. Il y aura de nombreux problèmes, mais ce que nous devons atteindre pour réduire le fossé entre villes et campagnes. »

De nombreuses expériences ont eu lieu ces dernières années en la matière. Dans certaines provinces, il n'y a plus de différence entre le hukou urbain et celui des campagnes. Dans un certain nombre de grandes villes, les migrants internes peuvent bénéficier des soins de santé et de l'enseignement primaire et secondaire. Dans certaines régions, les paysans peuvent hypothéquer leur terrain pour faire un emprunt. Dans certaines villes, les paysans peuvent vendre leur maison à des citadins du même district. Etc. Ce sont là des expériences qui vont certainement être étendues au cours des prochaines années.

Pour conclure

De nombreux commentateurs occidentaux sont déçus par l'issue de ce troisième plénum. Ils en attendaient beaucoup plus. En fait, cela est plus révélateur de leur agenda et de leurs souhaits que de ce qui est bon et utile pour la Chine. Les Chinois ont, par le passé, toujours suivi leur propre cours et n'ont – heureusement – pas trop tenu compte des conseils et recommandations de l'Occident. Cela ne changera pas dans le futur, au grand dam de ceux qui le souhaitent.

Marc Vandepitte, le 12 décembre 2013.

Source : dewereldmorgen.be

[1] ndlr : réformes engagées par Gorbatchev en URSS, mais qui menèrent rapidement à la liquidation du socialisme.

Investig'Action

<http://www.michelcollon.info/Reformes-economiques-bonnes-pour.html>

<http://www.legrandsoir.info/reformes-economiques-bonnes-pour-les-chinois-ou-pour-l-occident-dewereldmorgen-be.html>